Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, dans "Paris-Match" du 23 janvier 2014, sur la situation en Syrie et en Centrafrique et sur les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi.

2014-01-23

Q - Vous venez d'organiser une réunion des Amis de la Syrie, qu'espérez-vous de la conférence de paix de Genève ?

R - Bachar Al-Assad est le bourreau de son propre peuple, il ne peut évidemment pas incarner son avenir. Le but de cette conférence, c'est de construire en Syrie un gouvernement de transition, doté du pouvoir exécutif, afin de trouver une solution politique qui permette de faire cesser ce drame atroce, déjà plus de 130.000 morts, avec des conséquences terribles dans les pays voisins. La solution est politique, pas militaire.

Q - N'est-ce pas trop tard ?

R - Dès juin?2012, le nouveau gouvernement français avait pris une position claire. À l'époque, il aurait suffi de peu pour que Bachar tombe. Il n'y avait sur place ni Iran ni Hezbollah et les Russes étaient prêts à une transition. Beaucoup de temps a malheureusement été perdu, notamment en raison des élections américaines. Les Américains, au-delà d'un discours dur, ne voulaient pas d'une confrontation. Les pays arabes du Golfe étaient divisés. Aujourd'hui, le Hezbollah est en Syrie, les Iraniens encadrent l'armée, les Russes livrent des armes et les groupes terroristes se sont implantés... Pour autant, il est clair que la conférence de Genève II représente la dernière chance de paix à saisir en Syrie.

Q - L'ONU vient de retirer son invitation à l'Iran. Votre réaction ?

R - La lettre d'invitation à la conférence de Genève II précise que l'objectif est l'établissement d'un gouvernement transitoire en Syrie, doté de tous les pouvoirs exécutifs, et qu'on ne peut participer à cette conférence que si l'on accepte l'objectif expressément. L'Iran ne l'accepte pas. La position de l'ONU est logique.

(...)

Q - Vous mentionnez les affaires africaines. Où en sommes-nous en Centrafrique ?

R - Au moment où nous avons dû intervenir, la situation était épouvantable. Elle reste difficile. L'ONU a pris sa décision en faveur d'une intervention le 5?décembre. La même journée, 1.000 morts. Si nous n'étions pas intervenus dès le lendemain, à la demande de l'ONU et de nos amis africains, on en serait aujourd'hui à 50.000, peut-être 100.000 victimes ! À partir du moment où se produit un tel conflit interconfessionnel, les conséquences peuvent être terribles. Nous avons donc envoyé là-bas 1.600 hommes, aux côtés de bientôt 6.000 Africains. Et nous allons pouvoir désormais aussi nous appuyer sur l'aide des Européens, c'est une excellente chose.

(...).

Q - Concernant la Russie, pensez-vous efficace de boycotter les Jeux olympiques de Sotchi ? La coopération Hollande-Poutine fonctionne-t-elle ?

R - La France ne boycotte pas les Jeux. Notre délégation à Sotchi, conformément à notre tradition pour des JO d'hiver, sera menée par la ministre des sports. Nous avons de nombreuses coopérations avec la Russie, qui est une vieille amie de la France, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout. Par exemple, sur les questions africaines, les Russes sont à nos côtés au Conseil de sécurité. Sur le plan économique, notre pays est devenu l'un des premiers investisseurs en Russie et nous souhaitons la réciproque. Le président Poutine a été invité en France au printemps. Et il devrait aussi venir à Paris en juin pour l'anniversaire de la guerre de 14-18.

(...).

Q - Les alliés de la France sont aussi, de plus en plus souvent, le Qatar et l'Arabie saoudite. Qu'avons-nous à y gagner ?

R - Nous coopérons depuis longtemps avec ces pays. Nous cherchons avec eux une solution en Syrie et ailleurs, pour la stabilité et la sécurité. Ce qu'ils apprécient, c'est notre indépendance et notre fermeté. Quand la France prend un engagement international, elle le respecte.

(...).

source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 27 janvier 2014

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/190202-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-dans